Anarchisme et féminisme

À Madrid, en 1934, paraît « Mujeres Libres », revue éditée par 4 femmes, écrivains, qui discutait des problèmes d'émancipation et de la conquête d'avantages en tant qu'ouvrières ou mères.
En 1936 le groupe de Madrid et le « Groupe Culturel Féminin » de Barcelone décident de créer le groupe « Mujeres Libres » qui, deux ans plus tard, comptait 28 000 adhérentes. Pendant trois ans cette organisation lutta pour la formation de la femme pour un travail en commun, plus efficace aussi bien dans la Révolution que dans la guerre. Formation professionnelle non seulement pour remplacer les hommes pendant la guerre, mais surtout le désir de susciter un intérêt actif et conscient de la part des femmes dans la vie politique et sociale de l'Espagne.

Dans ce but fut créé à Barcelone, en 1937, la « Casa de la Dona Traballadora » (Maison de la femme travailleuse) où les jeunes pouvaient trouver un enseignement qui allait de l'apprentissage de la lecture et l'écriture jusqu'à des cours de langues, science ou sociologie.

Mais encore plus urgent que l'éducation, l'instruction ou la formation technique des femmes c'était l'abolition de la prostitution, « Mujeres Libres » exhorta, à travers sa publication, les miliciens anarchistes pour qu'ils cessent d'agir comme des « señoritos » en fréquentant les bordels et pour qu'ils contribuent à éveiller chez toutes les femmes le sens de leur « dignité humaine ». La création de « Libératorios de prostitución », asiles où les femmes qui voulaient abandonner la prostitution pouvaient recevoir un soutien et une aide médicale et économique, ainsi que la possibilité d'apprendre un métier qui les rende autonomes économiquement, fut l'autre des grandes réalisations de ce groupe pendant sa courte existence.

Pendant l'exil, un groupe « Mujeres Libres » continue à publier la revue.

Aujourd'hui d'autres femmes, à Barcelone, reprennent le nom. Leur première manifestation publique est la brochure « Hablan las mujeres de Roca » (Les femmes de Roca parlent), récit de ce que fut la grève pour les femmes des travailleurs.

Le texte qui suit est paru en espagnol dans quelques publications libertaires. Nous avons choisi de le traduire et de le présenter car il exprime un point de vue sur les luttes des femmes qui diverge de celui que soutiennent la plupart des mouvements féministes. Nous sommes d'accord avec plusieurs de leurs affirmations mais ce texte soulève aussi un certain nombre de problèmes que nous souhaitons discuter.

Le compte rendu de la discussion entre les camarades de *A. Rivista Anarchica* et celles de Mujeres Libres apporte un certain nombre de précisions sur les projets du groupe.

Manifeste

Mujeres Libres, organisation libertaire née peu avant juillet 1936 et qui développa ses activités jusqu'en 1939, a repris son activité avec l'apparition d'un groupe de femmes qui, également libertaires, souhaitent continuer, actualiser, et élargir le travail de promotion et d'émancipation de la femme, dans le but d'une restructuration de la société qui permette de vivre aux hommes et aux femmes, en qualité de personnes et dans la totale égalité de droits et d'obligations.

(40a) Pour Mujeres Libres la question fondamentale n'est pas la libération de la femme, en soi-même, mais que celle-ci (cette libération) se pose dans le cadre plus large de l'émancipation de la classe laborieuse dans la perspective libertaire.

Ce groupe propose :

– créer une force féminine consciente et responsable, c'est-à-dire sensibiliser toutes les femmes actuellement aliénées dans le rôle parfaitement assumé et accepté de claire dépendance de l'homme et des habitudes sociales déterminées par une société injuste et classiste ;

– établir à cet effet des écoles, cycles de conférences, cours spécialisés, revues, etc, en vue de la libération de la femme et de l'émancipation du triple esclavage auquel elle a été et continue d'être soumise : esclavage de l'ignorance, esclavage en tant que femme et esclavage comme productrice ;

(40b) – lutter contre l'inégalité économique et sociale de la femme, qui est la cause primordiale du problème sexuel dont elle est victime ;

(40c) – lutter non pas contre les hommes, mais contre les structures aussi bien politiques que mentales, responsables des affrontements homme-femme ;

– modifier les normes socio-juridiques, du travail, éducatives et les rapports humains, ceci n'étant qu'un moyen pour atteindre notre véritable objectif : changer les normes, comportements, us, coutumes, formes sociales, les modes et les croyances des gens à propos de l'homme et de la femme ;

(40d) – éliminer toute sorte de dirigeants (politiques, culturels, économiques, etc.) même s'ils sont des femmes, car nous considérons que la hiérarchie n'a jamais été une voie pour l'émancipation de l'individu, aussi bien homme que femme ;

– refuser toute sorte de culture spécifique, qu'elle soit féministe, machiste, bourgeoise, etc.

En ce qui concerne les partis politiques, nous pensons que toute « section féminine » d'un parti, ou tout mouvement féministe dont les dirigeants sont des figures d'un parti est condamnée à servir les intérêts du dit parti, avant que ceux

des femmes pour lesquelles elle prétend lutter. Nous n'acceptons donc aucune sorte de dirigisme ou de manipulation de la part des partis, ni aucune sorte de compromis avec eux, sauf s'il est de type tactique devant une lutte précise et si notre intervention se produit dans des conditions de complète liberté.

Ce mouvement (M.L.) existe à Madrid, Valencia, Andalousie et autres régions de la péninsule, en train de se structurer peu à peu en Fédération de groupes locaux jusqu'à arriver à une coordination totale à un niveau péninsulaire.

Groupe M.L. de Barcelone, nov. 1976.

Commentaire

À l'heure où les féministes françaises s'ingénient, à travers la campagne contre le viol, à justifier le recours aux instances étatiques répressives, et donc à légitimer l'État dans son rôle de justicier (quelles que soient les argumentations accompagnant la demande de passation en assises des violeurs : seul moyen de « répercussion » du problème du viol au niveau de l'opinion publique, moyen de défense le plus « simple » pour les femmes isolées, jusqu'aux avocates ayant le toupet de nous dire : mais, vous ne savez pas quel comportement nous adopterons quand nous serons aux Assises !..., l'objet du débat n'est pas là dans ce texte) il nous paraît intéressant de publier la plate-forme de Mujeres Libres, ainsi que la traduction d'une table ronde parue dans « A » où elles expriment leur de point de vue de femmes libertaires, et, entre autres, leur refus farouche de toute utilisation des institutions étatiques (44) (même dans un cadre réformiste en vue d'obtenir la légalisation de droits minimum... ce qui est pourtant autre chose que de demander l'application d'une loi strictement répressive entraînant prison et peine de mort !).

Cependant leurs prises de position soulèvent à notre avis un

certain nombre de problèmes, dont l'exposition et la discussion font l'objet du commentaire suivant.

Nous ne nous appesantirons pas ici sur nos points d'accord avec Mujeres Libres, concernant le fait de s'inscrire d'emblée, et en tant que femmes, dans une lutte politique globale anti-autoritaire et anti-hiérarchique ; (44) mais cette prise de position ne doit pas à notre avis – au contraire même – masquer l'oppression spécifique et les modalités de la domination (famille, rapport au corps, etc.) que subissent les femmes, ni conduire à réduire, en dernière instance, les problèmes de domination aux problèmes d'exploitation économique et sociale, comme elles auraient tendance à le faire ; ce qui sous-entend que, une fois abolie l'exploitation et donc les classes sociales, les problèmes de domination seront résolus et le problème de l'oppression féminine par là-même.

(40 a, 41) Bien qu'il me paraisse théoriquement juste leur point de vue que « la question fondamentale n'est pas la libération de la femme en soi-même, mais que cette libération se pose dans le cadre plus large de l'émancipation de la classe laborieuse dans une perspective libertaire » m'apparaît comme trop succinct ; même en éloignant le risque d'attentisme auquel cette position pourrait mener (ce qui n'est pas leur cas), leur point de vue a de fortes chances de déboucher sur une subordination des luttes de femmes aux luttes ouvrières. Par ailleurs, je sens là la démarche qui consiste à trancher, parmi les différentes luttes, entre lutte principale et luttes secondaires ou périphériques ; les secondes étant subordonnées à la première. Le principal étant soit la lutte de la classe ouvrière pour les organisations politiques, soit la lutte des femmes pour les organisations féministes ; au lieu d'adopter cette méthode de classement hiérarchique (ou structurel, puisque dans les deux cas la structuration des rapports sociaux est déterminée par la guerre de classe dans un cas, et la guerre des sexes dans l'autre). Il me semblerait plus

intéressant de rechercher quelles sont les articulations existant entre exploitation et domination, ce qui permettrait de dépasser ces oppositions réductrices, et de déboucher sur une perspective globale vraiment anti-autoritaire.

(40 b, 41) Réductrice aussi, à mon avis, l'affirmation que « l'inégalité économique et sociale est la cause primordiale du problème sexuel dont la femme est victime » ; cette idée me paraît sortie tout droit des explications de Engels sur la question, pour qui l'oppression féminine a pour seule base l'esclavage économique dans le cadre de la famille : analyse qui, qu'elle soit juste ou pas en ce qui concerne le problème des origines, laisse supposer que l'abolition des rapports de production capitalistes entraînera automatiquement l'abolition de la famille – ce qui semble logique – mais point de vue qui occulte complètement la spécificité et la matérialité de la domination, en tant que phénomène aussi fondamental que l'exploitation, et qui a son existence propre ; la culture bourgeoise ou patriarcale a réduit très souvent la femme au rôle d'objet sexuel, et cela me paraît dépasser les problèmes d'inégalité économique.

(40 d, 41) Je suis entièrement d'accord sur la lutte contre la hiérarchie « qui n'a jamais été une voie pour l'émancipation tant de l'homme que de la femme », mais je pense que la domination des hommes sur les femmes ne se limite pas aux problèmes de hiérarchie ; ce n'est pas uniquement en terme de « supériorité » (culturelle) des hommes que l'on rend compte de la phallocratie ; ces comportements sont intériorisés très tôt, pendant l'éducation ; et si l'émancipation de la femme n'a bien sûr rien à voir avec l'accès à des postes hiérarchiques, au contraire, elle a par contre à voir avec la lutte contre les comportements de domination, fussent-ils exercés par des exploités.

(40 c, 41) Enfin, leur point de vue : « la lutte passe par les structures aliénantes responsables de l'antagonisme homme-femme, et non par la lutte contre les hommes », me paraît

occulter quelque chose d'important : il n'y a pas nécessairement et toujours égalité entre hommes et femmes dans la lutte contre ces structures ; leur point de vue suppose que hommes et femmes ont également intérêt à ce que ces structures changent, et signifie donc que tous subissent une oppression similaire dans leur rôle respectif ; cela ne me paraît pas être le cas. Il est rare que les dominants remettent spontanément en cause leurs statuts et privilèges même s'ils s'aperçoivent qu'à long terme, une société libérée ne pourra exister qu'à partir de la destruction des rôles hommes-femmes, donc de leur rôle à eux aussi. La crise que traverse beaucoup de groupes politiques actuellement, déclenchée par des révoltes de femmes (Italie, etc.) me paraît confirmer le fait que la lutte contre les institutions aliénantes et pour une société libertaire, se matérialise actuellement par une lutte contre les rôles masculins, portés le plus souvent par les hommes.

Agathe.

Table ronde

Barcelone, 10 janvier.

Je voudrais savoir avant tout s'il existe en Espagne un mouvement féministe, quelles sont ses positions et quels sont, s'ils existent, vos rapports avec les groupes féministes ?

Antonia : Le mouvement féministe espagnol est extrêmement jeune, pour des raisons évidentes. Ce mouvement est né il y a un an et demi. Il n'exprime pas de positions unitaires parce que de multiples tendances y coexistent : il y a des groupes féministes plus radicaux qui voient en l'homme l'ennemi principal et selon lesquels les femmes constituent une classe bien précise qui doit défendre ses intérêts de classe en extirpant le problème spécifique des femmes d'une réalité sociale plus générale, d'autres groupes sont sur des positions intermédiaires, d'autres encore sont formés par des femmes

libertaires. La majorité de ces groupes féministes, cependant, utilisent la méthode d'analyse marxiste. Le mouvement féministe a eu son premier grand moment public avec les « Journées catalanes de la femme » organisées dans une série de rencontres auxquelles ont participé près de 4000 femmes et au terme desquelles on a approuvé à l'unanimité un programme de revendication. À partir de ces journées, les différents groupes ont exprimé l'exigence d'une liaison et ont créé la « Cordinadora », c'est-à-dire une réunion de coordination hebdomadaire, à laquelle nous, anarchistes, nous ne participons qu'à titre d'observatrices.

Pour ce qui est de nos rapports, je dirai que, du moins pour le moment, ils sont inexistants parce que nous nous trouvons en net désaccord sur des points fondamentaux : la lutte contre l'homme ne nous convient pas ; considérer la femme comme une classe ne nous convient pas ; l'interclassisme qui caractérise de nombreux groupes ne nous convient pas ; l'analyse marxiste ne nous convient pas. Cela n'empêche pas que si dans le futur nous voyions qu'il était possible de mener une action spécifique et momentanée avec ces groupes nous ne tiendrons pas compte de cette possibilité.

(Le numéro 40 correspond au manifeste de « Mujeres Libres », voir...)

41 *Avant de passer à « Mujeres Libres » je voudrais savoir comment se pose votre organisation face au problème de la femme analysé du point de vue anarchiste ? À qui vous adressez-vous ?*

Clara : Nous ne nous définissons avant tout pas comme féministes, à cause des différences profondes et importantes qui nous séparent du mouvement féministe. Évidemment nous sommes des femmes, et nous voulons donc lutter pour l'émancipation de la femme, mais nous sommes aussi anarchistes et nous nous rendons donc parfaitement compte que si nous voulons changer réellement la totalité de la vie, nous ne

devons pas nous arrêter sur un seul aspect de l'inégalité, mais nous devons avoir toujours bien présent qu'il y a toute une série de catégories sociales mises à l'écart, discriminées. Il suffit de penser aux enfants, aux vieux, aux homosexuels, aux lesbiennes, aux invalides, et, ceux-ci ont des problèmes qui ne semblent pas exister pour les féministes. En outre nous croyons que les hommes sont exploités, conditionnés et aliénés comme nous, et c'est la raison pour laquelle nous croyons, nous demandons, quel sens ça a de lutter contre eux et si au contraire il ne serait pas mieux de lutter ensemble avec eux. Toujours bien sûr si l'on veut changer toute la société dans ses structures et dans sa mentalité. Il faut détruire cette société hiérarchique qui se base sur l'antagonisme, sur les divisions et sur la compétition. Nous nous demandons aussi s'il est juste de porter en avant comme objectif l'unification de la femme à l'homme sur le lieu de travail. Il nous semble en fait qu'arriver à avoir autant de femmes dirigeantes ou ministres signifie renforcer au lieu de les abolir les structures hiérarchiques et la division du travail, et donc signifie donner en définitive une meilleure crédibilité à cette société d'exploitation.

En ce qui concerne les personnes à qui nous nous adressons, je dirais que nous choisissons, comme camarades de lutte, les femmes exploitées, celles qui sont le plus bas de la pyramide sociale et celles qui sont déjà exploitées économiquement aussi bien qu'opprimées sexuellement. Les femmes bourgeoises ne nous intéressent pas, qui sont seulement opprimées sexuellement, à moins qu'elles ne fassent un choix de classe et renoncent à leurs privilèges. Nous comprenons que cela est très difficile.

42 *Quel type d'activité avez-vous développé jusqu'à présent ?*

Katie : Actuellement, nous sommes en train de faire un travail d'appui aux travailleurs de La Roca, qui sont en grève depuis 2 mois. Nous faisons ce travail en collaboration avec les

libertaires de différents quartiers, en recueillant évidemment de l'argent et du matériel pour aider les familles à vivre, des jouets pour les enfants, et nous cherchons à donner à notre solidarité toutes les formes possibles. La première chose que nous avons faite est une brochure intitulée « Les femmes de La Roca parlent », dans laquelle nous avons recueilli des témoignages directs de ces femmes sur la situation à laquelle elles sont confrontées, et sur les problèmes qu'elles ont vécus tous ces jours. Nous diffusons cette brochure. À propos, je voudrais raconter une anecdote significative : quelques femmes de La Roca sont allées à un meeting féministe où étaient présentes plus de 400 femmes et ont cherché à faire une intervention sur La Roca. Eh bien, on leur a refusé la parole et aucune des femmes présentes n'est intervenue en leur faveur. Nous avons un programme et une série de documents sur divers sujets, sur le mariage, le divorce, l'avortement, et nous pensons expliquer ce qu'est Mujeres Libres dans les différents quartiers. En outre, nous sommes en train de préparer un lieu de consultation.

43 *Quels sont vos rapports avec les groupes anarchistes spécifiques et avec la C.N.T. ?*

Teresa : Comme groupe, Mujeres Libres est complètement autonome, mais puisque nous sommes anarchistes ou libertaires, quelques-unes d'entre nous sont aussi à la C.N.T. Elles y font un travail anarcho-syndicaliste puisque la matrice idéologique est la même.

44 *Sur le problème de l'avortement, comment vous situez-vous, avez-vous un programme et des initiatives ?*

Cristina : Le problème de l'avortement est certainement très important, mais à notre avis le problème de la prévention l'est plus encore, c'est-à-dire que nous pensons qu'il est très urgent de donner aux gens les connaissances nécessaires pour utiliser les moyens contraceptifs de manière qu'ils n'aient pas besoin de recourir à l'avortement. Dans des jours

comme aujourd'hui, le problème est très ressenti ; nous croyons que notre tâche n'est pas de faire une campagne pour la légalisation de l'avortement. Puisqu'il ne nous intéresse pas de passer des pactes avec l'État, mais nous croyons que nous devons créer des structures illégales auxquelles les femmes prolétaires puissent s'adresser pour avorter sans risquer leur vie. Et c'est ce que nous sommes en train de préparer en collaboration avec quelques médecins. Le problème qui se pose pour l'avortement est un peu le même que pour le divorce. Nous ne croyons pas dans l'État, nous combattons l'État, et donc il serait simplement absurde de demander la législation de quoi que ce soit. Toutes nos initiatives devront être entreprises en dehors de cette logique et avec nos seules forces autogérées par nous et par celles qui s'identifient à notre lutte. En ce qui concerne l'avortement, nous croyons concrètement qu'avec la méthode Karman, n'importe qui peut être en mesure de le pratiquer. Donc le problème est d'arracher aux médecins les connaissances dont ils se sont emparés pour pouvoir gérer notre propre corps.

Pensez-vous donner jour plus tard à un journal, Mujeres Libres ?

45 Antonia : Oui, c'est un projet que nous avions, mais il est évident que ce journal sera très différent de celui de 1936.

« MUJERES LIBRES »

encore !

On nous signale la publication en français pour le mois prochain d'un choix de textes de l'organisation féminine espagnole, sous la responsabilité de Mary Nash.

Une souscription est ouverte (25 F au lieu de 35 F l'exemplaire) et les intéressés peuvent adresser leurs commandes à :

Éditions La pensée sauvage

B.P. 11

38640 Claix